

Compte-rendu Comité Technique **du 11 Juin 2015**

Après la lecture des liminaires de Solidaires Finances Publiques, de FO et de la CGT, le président a renvoyé au national sur les questions de politique générale.

Au sujet des plans de qualifications, il considère que la DGFIP s'en sort mieux que les autres administrations...

À notre demande, lors d'une prochaine réunion, nous seront présentés, le tableau de Bord de Veille Social et la charte de l'e-formation.

À notre remarque concernant les transports de fonds, la président a reconnu un manque de communication. Il a réaffirmé que les agents du service courrier n'ont plus à faire de transports de fonds sous quelque forme que ce soit, il ne comprend pas que ce soit encore le cas aujourd'hui. Cette prestation doit être effectuée en intégralité par la BRINKS tel que prévu dans le contrat avec la Direction locale. Quant au transport des chèques à la banque de France, il sera effectué par une société privée à compter du 15 juin. Enfin !

Nous sommes ensuite passés à l'examen des points à l'ordre du jour.

1) Présentation du DUERP.

La campagne DUERP 2014 consistait cette année en une mise à jour, elle a débuté en février dès parution de la note départementale pour une réponse des services au plus tard le 6 mars.

Tous les cadres de proximité ont reçu le DUERP N-1 pour effectuer leur mise à jour. Seuls 44 services sur 70 attendus ont répondu. Cette année il n'y a pas eu de formation des chefs de services contrairement à l'année dernière .

Trois groupes de travail ont eu lieu en présence du médecin de prévention, de l'assistant de prévention, de chefs de service et des représentants du personnel. Ces réunions ont permis d'intégrer les nouveaux risques, de les coter, et d'en extraire le plan annuel de prévention (PAP) pour 2015.

2) Présentation du PAP

Le PAP comporte 122 mesures de prévention.

Le débat a principalement porté sur les risques psychosociaux (28 % des lignes du DUERP) et les mesures prises, ou pas, par la Direction.

Même si l'avis du CHSCT n'a pas été transmis, Solidaires Finances Publiques, en ayant eu connaissance, a réaffirmé son accord avec celui-ci.

Bien évidemment, le Président ne partage pas notre analyse qui consisterait pour partie à créer des emplois là où c'est nécessaire.

Il suggère plutôt des réorganisations au sein des services, des suppressions de tâches, des simplifications et de la dématérialisation. Pour lui, l'initiative de la priorisation des tâches doit revenir au chef de service même si, il en convient, la direction a un rôle majeur à jouer.

En clair, selon lui, « la hiérarchie doit descendre du couvercle de la cocotte », ben oui « Mme Michu »!... C'est clair comme de l'eau de « Roche » !

3) Présentation du bilan de la formation professionnelle 2014

La Direction est très attachée à la formation professionnelle, elle considère qu'elle est une ressource et doit permettre d'accompagner, entre autre, les plans de qualification. La formation permet de valoriser les carrières, il s'agit pour le Directeur d'un élément de « détente » du Risque Psychosocial.

On note en moyenne 4 jours de formation par agent. De ce point de vue, et au plan national, l'Eure se situe en 5ème position sur les DDFIP de même catégorie.

Le Président note que c'est d'un bon niveau, mais qu'il nécessite de progresser en termes de formation purement métier.

Le recensement des besoins en formation est selon lui perfectible. Partageant ce point de vue, nous avons proposé que des réunions soient organisées ponctuellement au sein des services et de manière collective. Cela permettrait de définir les besoins, de les mutualiser, pour, dès que le nombre de candidats le permet, organiser des actions de formation locales.

On note un fort taux d'absentéisme, ce qui n'est pas tolérable. En effet, chaque formation à un coût et la moindre des choses est d'avertir lorsque l'on ne peut participer à une formation à laquelle on est convoqué. Cet absentéisme est particulièrement prononcé pour les e-formation. Solidaires finances Publiques a indiqué que cela pouvait être en lien avec des difficultés de concentration lorsqu'elle est effectuée depuis son propre poste de travail alors que le téléphone sonne...etc.

Nous avons demandé que des postes spécifiques, isolés du service soient à disposition partout où cela est possible. Il existerait 20 postes de ce type sur l'ensemble des services du département ????

Enfin, sur ce sujet, Solidaires Finances Publiques a demandé un bilan des évaluations à chaud et à froid faites par les agents sur ce type de formation. Ce qui a été a priori accepté.

4) Aménagement du réseau à effet au 1^{er} janvier 2016.

Le ministère a autorisé la DDFIP à mener la phase de consultation sur la feuille de route 2016. Les annonces sont les suivantes, au 1^{er} janvier 2016 :

- Fermeture de Nonancourt avec transfert du SPL à la trésorerie de Verneuil et de l'impôt au SIP de Verneuil.
- Fermeture de Thiberville avec transfert du SPL à la trésorerie de Bernay et de l'impôt au SIP de Bernay
- Fermeture de Montfort sur Risle (éventuellement report de fermeture pour raisons sociales) avec transfert du SPL à la trésorerie de Pont Audemer et de l'impôt au SIP de Pont Audemer.
- Fermeture de Rugles avec transfert du SPL à Breteuil et de l'impôt au SIP de Verneuil.
- Fermeture de Pacy avec transfert du SPL à Vernon et de l'impôt au SIP d'Evreux-sud.
- Fusion des SIE d'Evreux.

Il serait prévu la mise en place de permanences en mairie en fonction des besoins pour l'accueil du public.

La direction n'a aucun élément précis à nous donner à ce stade. Nous lui avons demandé de nous fournir pour la prochaine consultation du CTL, les fiches d'impact liées aux réorganisations, l'avis du CHSCT, des projets retraçant tous les aspects en termes de charges de travail, missions, transfert de personnel, incidences pécuniaires et conditions de vie au travail.

Pour lui, en termes RH ce qui est sûr, c'est qu'un poste (chef de service) disparaît à chaque fois et ensuite, pour les autres postes, la direction réfléchit au calibrage et au redéploiement des emplois existants. A ce stade, tous les emplois sont transférés et maintenus au TAGERFIP. Cependant des suppressions d'emplois dans les services fusionnés ne sont pas à exclure dès 2016 comme partout ailleurs.

Solidaires Finances Publiques a demandé des réunions d'information pour les agents sur leurs garanties et problématiques personnelles. Visiblement, certaines ont déjà eu lieu.

Le but est de réorganiser, regrouper des fonctions afin d'identifier des marges de manœuvre.

Quant à l'accueil fiscal de proximité, il demeure , il s'agit uniquement du renseignement, et il faut adapter l'offre à la demande. La direction n'a à ce stade aucune idée des flux d'accueil réels et ne sait pas non plus

quelles sont les démarches concernées par ces flux. Difficile de faire, le calibrage ! Bien entendu nous lui avons demandé de nous fournir ces éléments pour la prochaine consultation.

Pour réduire les flux d'accueil il convient donc, selon la Direction, d'inciter les usagers à payer à l'échéance, se mensualiser ou par internet.

La consultation des élus locaux est en cours...

Solidaires finances Publiques sera particulièrement vigilant sur ce sujet, nous n'accepterons pas que le maillage territorial et les garanties des agents soient mis à mal pour des considérations budgétaires !

5) Questions diverses

Nous avons interrogé la Direction sur la mise en place des **Pôles de Contrôle Revenus Patrimoine (PCRP)**. Dans l'Eure, elle se fera au 1^{er} septembre 2016 comme prévu dans la circulaire de la direction générale de décembre 2014. Un premier groupe de travail se réunira prochainement...

Les élus Solidaires Finances Publiques.